

## Jeudi, 21 mars 1918.

## PRIÈRES.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :—

De la *Ottawa and Montreal Transmission Company, Limited*; pour une loi l'autorisant à commencer sa construction et à la compléter dans les cinq ans.

De la Société canadienne des ingénieurs civils, de la cité de Montréal, demandant un amendement à leur charte à l'effet de changer leur nom en celui de Institut des ingénieurs au Canada.

De la compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne demandant une loi à l'effet d'étendre le temps pour commencer et terminer les canaux qu'elle a été autorisée à construire et autres fins.

De la *Dynamic Balancing Machine Company*, de la cité de Philadelphie, Etat de la Pensylvanie, E.-U., pour une loi autorisant le commissaire des brevets à recevoir et octroyer que leurs brevets No 171,146 et No 175,412 au lieu d'être sujets aux conditions énumérées dans l'article (a) du paragraphe 38 de la Loi des brevets, et soient sujets aux conditions des articles (a) (b) (c) et (d) du paragraphe 44 de la dite loi et pour autres fins.

De M. J. McMichael et autres de la cité de Winnipeg, Manitoba, demandant une charte sous le nom de *Merchants Casualty Company*.

De William Leo Walpole, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec son épouse Agnes Elizabeth Walpole, (née McCartney).

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a déposé sur la Table le premier rapport de l'examineur des pétitions, lequel est comme suit :—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter ce qui suit comme son premier rapport :—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes en obtention de bills privés, et constate que toutes les exigences de la règle 91 ont été remplies.

De R. T. Riley et autres, directeurs provisoires de la *Canadian Indemnity Company*; demandant l'adoption d'une loi prolongeant de deux ans le temps fixé par le ministre des Finances pour l'émission de leur permis.

De la *Fraser Lumber Company, Limited* et de la *Fraser Companies Limited* de Plaster-Rock, N.-B., demandant une loi à l'effet de ratifier et confirmer la vente et l'achat de la *Fraser Lumber Company, Limited* par la *Fraser Companies, Limited* et autres fins.

De la *Western Power Company of Canada, Limited*, et la *Western Canada Power Company, Limited*; demandant une loi à l'effet d'autoriser la *Western Power company of Canada* à posséder, exploiter et gérer le chemin de fer de la *Western Canada Company, Limited* aussi pleinement et efficacement que la dite *Western Canada Power Company, Limited* était autorisée à le faire en vertu de la loi.

De la *Cosmos Cotton Company*, de la ville de Yarmouth, N.-E., demandant de modifier sa charte.

De la *Burrard Inlet Tunnel and Bridge Company*; demandant une loi à l'effet de prolonger le délai fixé pour commencer la construction autorisée de ses lignes de chemin de fer, pont et tunnel et autres fins.

De Frederick Ernest Zang, de Vulcan, Alberta, pour une loi de divorce d'avec son épouse Barbara Christina Zang (née Witt) de la ville de Nakusp, Colombie-Britannique.